



Bulletin Mensuel - Numéro 207 - Octobre 2014

NOTRE OPINION



‘Gestion forestière durable’: le ‘changement’ qui détruit toujours autant
L’année 2014 semble vouloir battre tous les records en matière de déclarations internationales dont les signataires s’engagent à réduire radicalement le déboisement, et même à l’arrêter. Curieusement, toutes ces déclarations mentionnent le soutien de grandes sociétés transnationales associées à la plantation d’arbres pour la production de pâte à papier, ou à la plantation et au traitement industriel du palmier à huile. En ce qui concerne l’extraction de bois tropicaux et la dévastation qui s’ensuit, la rhétorique de la ‘GFD’ a offert de nouvelles possibilités commerciales à cette ‘nouvelle’ forme de production ‘durable’. Avec la ‘GFD’, la Banque mondiale, la FAO, les transnationales, certaines ONG et quelques gouvernements imposent, une fois de plus, une fausse solution de la crise des forêts, au détriment des communautés qui en dépendent et au profit d’un petit groupe d’entreprises et de consultants.

L'EXPLOITATION FORESTIERE INDUSTRIELLE DEGUISEE EN VERT: LA 'GESTION DURABLE' DEVASTE LES FORETS TROPICALES ET LEURS PEUPLES



Le pillage des forêts: le discours sur la ‘durabilité’ cache la destruction causée par l’exploitation forestière
L’exploitation forestière industrielle – l’extraction d’arbres à grande échelle – dans les forêts tropicales est une cause importante de disparition des forêts. La dévastation actuelle des forêts d’Afrique, d’Asie, d’Amérique du Sud et d’Amérique centrale est directement associée à la demande de marchés éloignés, situés surtout dans les pays industrialisés, où le bois d’une poignée d’espèces tropicales se vend au prix fort. Contrairement à ce disent la plupart des gouvernements et des entreprises forestières, l’exploitation du bois ne se traduit pas par une amélioration durable du bien-être local. L’appauvrissement et la désintégration sociale sont les conséquences les plus

fréquentes de l'exploitation forestière à grande échelle, dont les activités sont souvent centrées sur la corruption. Les femmes en sont souvent touchées de façon disproportionnée, puisque les produits forestiers qu'elles utilisent et gèrent traditionnellement disparaissent avec la forêt. L'industrie forestière viole les droits territoriaux des peuples autochtones et d'autres communautés traditionnelles qui sont les propriétaires légitimes de la forêt. La résistance locale éventuelle pousse les États à adopter des mesures de répression pour protéger les 'droits' des entreprises.



Pérou: l'abattage industriel ravage les forêts et leurs populations

Le commerce du bois en Amazonie est une affaire milliardaire pour une poignée de personnes. Près de 60 % du territoire péruvien est couvert de forêts tropicales, et le Pérou est le neuvième de la liste des pays les plus boisés du monde. D'après les chiffres officiels, le taux de déboisement y est d'environ 110 000 hectares par an. Ce problème est attribué surtout à la 'coupe illégale', c'est-à-dire à l'extraction de bois à l'extérieur des concessions octroyées à cette fin. La coupe illégale met en jeu près de 150 millions de dollars par an. C'est une des activités illicites qui font le plus appel au blanchiment d'actifs, tout comme le trafic de stupéfiants et l'extraction minière illégale, d'après l'Unité d'information financière du Pérou. Or, que se passe-t-il quand l'abattage illégal est facilité par le cadre légal concernant les concessions forestières?



Indonésie: les forêts sont plus que de la terre

En Indonésie, le déboisement représente plus que la perte d'étendues boisées, c'est une question bien plus grave. Tout un système de vie qui a évolué jusqu'à atteindre une richesse extraordinaire de biodiversité est menacé de destruction. Pour les communautés traditionnelles, préserver les forêts n'implique pas seulement de conserver leurs droits sur la terre et le territoire mais, surtout, de protéger leur civilisation dont dépend l'essence de leur culture. La culture des communautés implique des processus d'adaptation intergénérationnels qui équilibrent la vie et la durabilité des cycles naturels.



Un mythe de REDD+: la 'gestion forestière durable'

Les négociations de l'ONU sur le climat ont intégré dans les accords passés en 2010 à Cancún (Mexique) la notion de la 'Gestion forestière durable' (GFD), dans le cadre de ce qu'on appelle REDD+: «Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts, conservation, aménagement durable des forêts et augmentation des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement». Dans ce cadre, la GFD est présentée comme un moyen de réduire les émissions, mais la réalité est que la GFD est un mythe qui permet à l'exploitation forestière destructrice et souvent illégale de continuer en toute impunité.



Brésil: la lutte du peuple tupinamba pour le territoire et la conservation de la forêt

Il y a plus de 500 ans, le peuple tupinamba fut massacré et expulsé de son territoire dans le sud de l'État de Bahia. Mais, depuis 2004, il a repris le contrôle d'une partie de son territoire, où il conserve l'exubérante forêt de Mata Atlântica qu'il appelle la demeure des 'enchantés'. Ceux-ci guident la vie des Tupinambas, et leurs luttes. C'est un des principaux motifs qui poussent ces indigènes à conserver la forêt qui, pour eux, est sacrée, demeure des dieux et source de vie. Dans cet article, en plus d'expliquer comment ils conservent la forêt, ils font une critique convaincante de la proposition de 'gestion forestière durable' qui encourage l'extraction 'sélective' de bois.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE



Inde: les combats contre la sidérurgie de POSCO en Odisha vont continuer jusqu'à ce que l'entreprise batte en retraite



Malaisie: la Banque asiatique de développement reçoit la recommandation d'enterrer le projet de financement d'un réseau électrique au Sarawak



Anglo-American au Brésil: un nouveau cas d'audience publique utilisée pour légitimer des projets industriels destructeurs

Équateur: déclaration de la rencontre de femmes face à l'extractivisme et au



changement climatique



Inde: appel au gouvernement de l'Inde et aux organes de l'ONU, au sujet du développement, des droits et de la biodiversité des communautés forestières, pour protéger les droits des peuples indigènes

RECOMMENDED



Un petit pas de l'exploitation forestière industrielle vers «le crime parfait», explique Patrick Alley, de l'ONG Global Witness



Deux années de recherche sur les relations commerciales de l'ONG WWF dans le monde entier dévoilent le véritable visage du panda



«La machine à laver: la fraude et la corruption dans le système des concessions détruisent l'avenir des forêts du Pérou»

Cameroun: La malédiction de l'huile de palme: Pollution, expropriations et



accaparement des terres



Indonésie: Wilmar traite toujours avec des fournisseurs qui détruisent l'habitat des orangs-outangs, des tourbières profondes boisées et des forêts qui stockent de grands volumes de carbone



«Une possibilité de changement pour les forêts congolaises», vidéo produite par l'ONG FERN

NOTRE OPINION

‘Gestion forestière durable’: le ‘changement’ qui détruit toujours autant



L'année 2014 semble vouloir battre tous les records en matière de déclarations internationales dont les signataires s'engagent à réduire radicalement le déboisement, et même à l'arrêter. Curieusement, toutes ces déclarations mentionnent le soutien de grandes sociétés transnationales associées à la plantation d'arbres pour la production de pâte à papier, ou à la plantation et au traitement industriel du palmier à huile, et celui d'institutions du secteur financier. D'autre part, il y a toujours des ONG qui y participent.

Le WWF a été l'une des ONG les plus actives dans ce domaine. Il y a une vingtaine d'années, il fut à la tête d'une des premières initiatives pour « sauver les forêts tropicales », qui concernait l'extraction de bois, une des causes principales du déboisement. Cette initiative, dénommée Réseau mondial forêts et commerce (Global Forest and Trade Network), est une association d'entreprises forestières qui vise à « encourager le commerce mondial de produits de bois 'légaux et durables', en aidant les entreprises à produire et à commercialiser 'des produits de bois certifiés de façon crédible' » (1). Le Réseau défend la certification forestière du Forest Stewardship Council (FSC), c'est-à-dire la 'Gestion forestière durable' (GFD), qui seraient la voie à suivre. Le WWF résume cela en disant qu'il s'agit d'« utiliser les entreprises pour impulser le changement » (2). Le thème de la 'GFD' aura une place spéciale dans le présent bulletin.

Or, quand de grandes entreprises capitalistes s'engagent à introduire un quelconque 'changement' qui ne fait pas partie de leur mission, en général elles ne le font que lorsqu'elles voient que cela ne fait pas obstacle à leur principal objectif, qui est de multiplier et d'élargir leurs affaires pour obtenir des bénéfices plus importants pour leurs actionnaires et leurs investisseurs. En fait, aucune des déclarations et initiatives volontaires que signent les entreprises responsables concernant le déboisement ne propose de réduire ou de limiter leurs affaires, bien que celles-ci soient une cause directe de déboisement. Telle est la première grande contradiction que contiennent ces déclarations et initiatives. L'article de ce bulletin sur l'Indonésie montre que les affirmations que font les entreprises dans leurs déclarations et leurs politiques sur la conservation des forêts sont très éloignées de ce qui

se passe dans la pratique, où la destruction forestière continue par suite des plans d'expansion.

Une autre caractéristique des entreprises capitalistes est leur recherche permanente de nouvelles possibilités et leur énorme capacité de transformer les crises en affaires. En ce qui concerne l'extraction de bois tropicaux et la dévastation qui s'ensuit, la rhétorique de la 'GFD' -stimulée et embrassée par les agents du capital, tels que les institutions financières, l'ONU par le biais de la FAO, et les gouvernements – a offert de nouvelles possibilités commerciales à cette 'nouvelle' forme de production 'durable'. Des milliards de dollars ont été mis à la disposition de la 'GFD', surtout par la Banque mondiale.

D'après l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), en 2011 il y avait déjà 131 millions d'hectares de forêt tropicale soumis à quelque 'plan de gestion', et 53 millions d'hectares où l'on appliquait la 'GFD' (3). Ces chiffres sont considérables, puisque la superficie totale des forêts tropicales du monde est d'environ 600 millions d'hectares (4). Or, ces plans sont-ils vraiment capables de conserver les forêts tropicales? Un premier argument qui le met en doute est que, d'après l'OIBT, l'exportation de bois tropicaux des pays du Sud représente près de 20 milliards de dollars par an (5), soit un montant non négligeable. Les entreprises préfèrent certainement s'adapter aux nouveaux temps de l'extraction 'planifiée' en exploitant la forêt de façon 'légale' et/ou 'durable', que de renoncer à une affaire où il y a tant d'argent en jeu et où la matière première, en plus d'être prête à couper et à emporter, est encore passablement abondante, du moins pour l'instant.

Les défenseurs de la 'GFD' allèguent toujours qu'elle permettrait de générer des revenus, de combattre la pauvreté et de conserver la forêt, les trois choses en même temps. Pour savoir si cela est vrai nous avons visité récemment l'endroit où le premier projet de 'Gestion forestière durable' du monde a été mis en œuvre: l'État d'Acre, au Brésil. Ce premier projet a été encouragé par l'OIBT à partir de 1989. À l'heure actuelle, le gouvernement de l'Acre continue de promouvoir la 'GFD' et la certification FSC, accompagnée maintenant de la gestion 'communautaire'.

Parmi les conclusions auxquelles nous sommes parvenus figurent les suivantes (6):

- Il s'agit d'une activité subventionnée par l'État brésilien grâce à des prêts bancaires nationaux, comme ceux de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), et internationaux, comme ceux de la Banque interaméricaine de développement (BID), au profit surtout des entreprises forestières.
- La 'GFD communautaire', où l'extraction de bois est gérée par les communautés, est une proposition venue de l'extérieur. Les ingénieurs forestiers sont ceux qui commandent la gestion des territoires des communautés, en leur imposant ce qu'elles peuvent ou ne peuvent pas faire dans leur propre territoire.
- La 'GFD communautaire' n'augmente pas les bénéfices pour la communauté qui, jusque-là, découlaient des produits forestiers non ligneux. Tandis qu'un membre de la communauté reçoit environ 25 USD par mètre cube de bois extrait, l'entreprise qui vend à l'extérieur peut obtenir un bénéfice cent fois plus élevé dans le port d'exportation.
- La 'GFD' crée relativement peu d'emplois. La complexité de l'affaire fait que la gestion soit de plus en plus contrôlée par des entreprises qui font venir des personnes de l'extérieur.
- La 'GFD' ne garantit pas la conservation de la forêt. La régénération dont parlent ses défenseurs n'est pas confirmée par les observations empiriques des communautés ni par les scientifiques qui ont fait des recherches avec la communauté.
- Auparavant, le bois était extrait uniquement pour la consommation intérieure ou locale. À présent, l'exploitation forestière est encouragée; cela représente un changement dans le mode de vie des communautés et dans leurs rapports avec la forêt

Les entreprises forestières qui appliquent la 'GFD' ont en plus la possibilité de vendre le carbone stocké dans

la ‘forêt sur pied’, grâce au système de Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD+). Ce système, créé en 2010, inclut, entre autres choses, la modalité de la ‘GFD’. En Acre, nous avons trouvé des sociétés conseil qui essaient de quantifier le carbone stocké dans les zones où la ‘GFD’ est appliquée. Certaines entreprises forestières affirment même qu’une forêt exploitée de façon ‘durable’ aurait une capacité de stockage de carbone plus grande qu’une forêt non exploitée.

L’intérêt pour le carbone provient surtout du fait que ceux qui idéalisent le système REDD+ espèrent qu’il fonctionnera à l’avenir au moyen des marchés du carbone, autrement dit, que l’offre de crédits de carbone de la forêt sera capable d’attirer des investisseurs des marchés du capital financier. Ceci renforcerait encore plus la domination des marchés financiers sur l’économie de production, avec la participation de divers fonds qui investissent déjà dans des terres, dans la production de ces terres et dans la vente future de cette production. Le capital financier, avec ses différents ‘papiers’ – les ‘actifs’ – brasse cinq fois plus d’argent que le capital productif. Le fait de négocier aussi avec le carbone et d’autres services ‘écosystémiques’ représente davantage de possibilités de spéculation et de bénéfices pour ce capital, surtout dans la mesure où les forêts deviendront de plus en plus rares. Telle est exactement la tendance actuelle, parce que tout semble indiquer que les entreprises pétrolières, minières, forestières, etc. continueront d’avancer sur les forêts tropicales.

Pour conserver les forêts tropicales il est indispensable de diminuer les pressions qu’elles subissent. Un seul type de changement peut y contribuer: il faut changer le système actuel de production. Or, comme nous l’avons constaté, les nombreuses déclarations et engagements pour réduire le déboisement ne mentionnent pas cela. Si l’ONU parvenait à un accord sur REDD+, le résultat serait que de plus en plus de territoires y seraient affectés et ne seraient plus contrôlés par les communautés, au profit des affaires du carbone et des entreprises forestières, dans les zones de ‘forêt sur pied’.

Nous entendons souvent dire que la ‘GFD’ répondrait à la demande des consommateurs qui veulent conserver les forêts tropicales. Or, l’histoire nous apprend que la demande de la ‘société de consommation’ est encouragée surtout par les entreprises désireuses d’assurer leurs ventes et d’augmenter leurs bénéfices. Cela est encore plus vrai dans le cas des produits de bois tropicaux qui, en plus de ne pas être indispensables pour la société, ont une valeur commerciale élevée et sont vendus au prix fort une fois transformés en objets de luxe pour une petite élite de consommateurs des pays d’Europe, d’Amérique du Nord et d’Asie.

Avec la ‘GFD’, la Banque mondiale, la FAO, les transnationales, certaines ONG et quelques gouvernements imposent, une fois de plus, une fausse solution de la crise des forêts, au détriment des communautés qui en dépendent et au profit d’un petit groupe d’entreprises et de consultants. La lutte des communautés (comme les Tupinambá dont on parle dans ce bulletin) qui défendent leur territoire pour pouvoir aménager leurs forêts de façon collective et autonome sera encore longue et difficile. Depuis longtemps, ces communautés prennent soin de leurs forêts avec beaucoup de connaissance, de sagesse et de respect pour ce que la forêt est vraiment, chose qui n’apparaît pas dans les ‘plans de gestion forestière durable’ parce qu’ils visent surtout à générer des profits.

Sources:

- (1) http://www.globalwitness.org/sites/default/files/pdfs/Pandering_to_the_loggers.pdf
- (2) <http://gfn.panda.org/>
- (3) <http://wrm.org.uy/pt/artigos-do-boletim-do-wrm/secao1/brasil-vozes-de-comunidades-no-acre-alertam-sobre-as-violacoes-envolvidas-no-manejo-florestal-sustentavel-comunitario/>
- (4) <http://rainforests.mongabay.com/0101.htm>
- (5) <http://www.ito.int>
- (6) <http://wrm.org.uy/pt/artigos-do-boletim-do-wrm/secao1/brasil-vozes-de-comunidades-no-acre-alertam-sobre-as-violacoes-envolvidas-no-manejo-florestal-sustentavel-comunitario/>

L'EXPLOITATION FORESTIERE INDUSTRIELLE DEGUISEE EN VERT: LA 'GESTION DURABLE' DEVASTE LES FORETS TROPICALES ET LEURS PEUPLES

Le pillage des forêts: le discours sur la 'durabilité' cache la destruction causée par l'exploitation forestière



L'exploitation forestière industrielle – l'extraction d'arbres à grande échelle – dans les forêts tropicales est une cause importante de disparition des forêts. La dévastation actuelle des forêts d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale est directement associée à la demande de marchés éloignés, situés surtout dans les pays industrialisés, où le bois d'une poignée d'espèces tropicales se vend au prix fort (1). Contrairement à ce disent la plupart des gouvernements et des entreprises forestières, l'exploitation du bois ne se traduit pas par une amélioration durable du bien-être local. L'appauvrissement et la désintégration sociale sont les conséquences les plus fréquentes de l'exploitation forestière à grande échelle, dont les activités sont souvent centrées sur la corruption. Les femmes en sont souvent touchées de façon disproportionnée, puisque les produits forestiers qu'elles utilisent et gèrent traditionnellement disparaissent avec la forêt. L'industrie forestière viole les droits territoriaux des peuples autochtones et d'autres communautés traditionnelles qui sont les propriétaires légitimes de la forêt. La résistance locale éventuelle pousse les États à adopter des mesures de répression pour protéger les 'droits' des entreprises (voir le Bulletin [53](#) et le Bulletin [98](#) du WRM).

Après avoir été la cible de fortes campagnes des ONG, certaines transnationales forestières ont commencé à se montrer disposées à améliorer leurs activités, ou plutôt leur image publique. Parmi d'autres initiatives, on a mis en route les processus d'Application de la législation forestière et la gouvernance (FLEG), à partir du raisonnement que, tant que la législation forestière sera respectée (par exemple, en respectant les coupes annuelles autorisées, les limites des concessions et d'autres conditions légales) et que les gouvernements joueront leur rôle comme il faut, les résultats seront positifs pour les forêts, et l'on estimera que le secteur forestier est 'bien gouverné'. Bien que ce processus puisse susciter des changements de la législation pour reconnaître les droits des peuples des forêts, il permettra aussi au commerce du bois à grande échelle de continuer et de se développer, sous la bannière de la légalité et avec une image écologiste.

Les grandes entreprises forestières comptent sur l'État pour obtenir des prêts des 'banques de développement' comme la Banque mondiale, qui permettent d'accéder à des zones lointaines, d'obtenir des subsides, de contrôler ou de réprimer une éventuelle résistance locale, etc. Ce sont aussi les gouvernements qui octroient aux entreprises des concessions d'exploitation forestière, leur permettant ainsi d'affirmer qu'elles fonctionnent 'légalement'. Or, ces concessions font souvent plus de mal que les activités forestières 'illégales'.

À quel point les concessions accordées en Afrique à des entreprises forestières sont-elles légitimes, quand elles exploitent des millions d'hectares de forêt, souvent au détriment des territoires des communautés et de leur droit à les gérer ? Dans les forêts tropicales, la plupart des espèces d'arbres sont peu abondantes par hectare, et peu d'entre elles sont utilisées par le commerce du bois, de sorte que l'exploitation industrielle des forêts tropicales est presque invariablement 'sélective'. Ce terme a beau paraître moins nuisible que la 'coupe rase', en fait, une grande étendue de forêt est touchée. Qu'elle soit légale ou illégale, la réalité est que l'exploitation forestière industrielle, en plus de porter atteinte à des milliers d'hectares de forêts et aux communautés qui en dépendent, perturbe le cycle de l'eau, dégrade le sol, fait monter la température à la surface et libère dans l'atmosphère le dioxyde de carbone des arbres. Et ce qui est le plus important est qu'elle ouvre à l'exploitation industrielle des zones de forêt qui n'étaient pas encore fragmentées.

La coupe sélective touche 28 % des forêts tropicales du monde. D'après un rapport de Greenpeace (2), entre 2,9 et 4,1 millions d'hectares de forêts anciennes avaient déjà été exploitées en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2002, et près de la moitié du territoire boisé du pays (16,3 millions d'hectares) sont aujourd'hui en concession, et donc menacés. En Indonésie, les concessions forestières occupent 42 millions d'hectares, tandis qu'en Afrique centrale elles couvrent près de 40 millions d'hectares. En Amazonie, on a constaté par télédétection que la superficie affectée à la coupe sélective était le double de celle de la forêt dégradée par des activités humaines. Les routes et infrastructures construites pour permettre l'extraction de bois et d'autres 'ressources' augmentent le taux de déboisement et de dégradation des forêts.

Les forêts qui restent sont modifiées également. En abattant plusieurs arbres indispensables pour la production de graines, l'exploitation 'à faible impact' laisse ouverts de 20 à 50 % de la canopée ; or, comme le signale une étude de Bioscience (3), dans les forêts tropicales « même de petites ouvertures dans la canopée 5-10 % peuvent avoir des effets considérables sur la teneur en humidité de la forêt et accroître le risque d'incendie ». La même étude a trouvé qu'il suffisait de trois cycles d'abattage pour porter au bord de l'extinction une espèce d'arbres dans toutes les grandes zones de forêt tropicale : Amérique du Sud, Amérique centrale, Afrique centrale et Asie du Sud-est.

La plupart des entreprises forestières se contentent d'entrer dans une forêt, de couper les arbres de prix et de laisser ensuite la concession à des éleveurs, des agro-industriels ou des entreprises de plantation industrielle d'arbres (comme celles de la pâte et du papier, du caoutchouc ou du palmier à huile). La même étude a révélé que les entreprises forestières se déplacent en général d'une zone à l'autre, toujours en quête de profits plus importants. En Indonésie, par exemple, après avoir exploité la plupart des forêts de Bornéo, les exploitants sont allés à d'autres régions, comme Sumatra. Maintenant que les forêts de Sumatra ont été pillées – et que beaucoup de concessions forestières ont été transformées en plantations industrielles d'arbres – les entreprises forestières sont en train de s'installer en Papouasie-Nouvelle-Guinée et dans les îles Salomon. Ainsi, les forêts tropicales disparaissent dans le monde entier.

La fausse promesse de la 'gestion forestière durable'

Lors du Sommet de la Terre, en 1992, au Brésil, les gouvernements des pays industrialisés, avec l'appui des grandes entreprises, avaient présenté la notion de 'gestion forestière durable' (GFD) dans le cadre du 'développement durable'. La GFD était considérée comme une stratégie-clé pour obtenir « des bénéfices économiques et sociaux sans compromettre le fonctionnement de l'écosystème des forêts tropicales ». Des partenariats internationaux entre des gouvernements, des ONG écologistes, des banques multilatérales et des entreprises forestières ont convergé pour mettre en œuvre la GFD. Dans la pratique, la GFD est devenue une nouvelle 'solution' directive du problème du déboisement ; elle a permis de présenter comme positive et 'durable' une activité destructrice par définition, accompagnée cette fois de la promesse du 'développement'.

Les entreprises forestières affirment que, grâce à la GFD, elles créent des emplois et l'infrastructure essentielle

(écoles, hôpitaux et routes) pour les communautés vulnérables. Ce discours donne l'impression que l'industrie forestière respecte les droits des communautés concernées, et que les générations futures pourront tirer leur subsistance de la zone exploitée. Or, la vérité est que, sous le voile de la GFD, se cache une activité passablement dévastatrice qu'aucune campagne de relations publique ne peut rendre durable, et qui n'apporte aucun bénéfice durable aux populations locales. En fait, la plupart du temps les communautés perdent plus qu'elles ne gagnent dès que les entreprises forestières entrent dans leurs territoires.

Ce qu'on appelle des partenariats public-privé entre gouvernements, transnationales et ONG écologistes ont mis en place également des instruments du marché, comme le Forest Stewardship Council (FSC), basés sur le bois certifié et sur d'autres produits forestiers. L'objectif du FSC est d'approvisionner le marché mondial d'autant de bois certifié que possible. Le seul moyen d'y parvenir est de certifier autant d'opérations à grande échelle que possible. En plus, la certification FSC compte sur la bonne volonté des consommateurs qui souhaitent introduire des changements dans la gestion des forêts, et non sur la diminution de la consommation (voir dans [le site web du WRM](#) une sélection des principaux problèmes et critiques que soulèvent les systèmes de certification).

Une recherche sur les forêts de la République du Congo menée par l'université de Michigan, US (4) a révélé que, bien que les concessions dirigées par des entreprises européennes soient celles qui appliquent le mieux la 'gestion forestière durable', elles atteignent aussi les taux de déboisement les plus élevés. Les concessionnaires européens seraient aussi ceux qui appliqueraient le Plan d'aménagement forestier approuvé par le gouvernement (prévu par le Code forestier congolais), et les seuls à obtenir la certification du FSC. Néanmoins, on a observé dans ces concessions un taux élevé de fragmentation de la forêt, associé à la construction de routes pour une exploitation fortement sélective. Les marchés européens réclament du bois d'une poignée d'espèces seulement, et il faut de denses réseaux routiers pour trouver ces espèces en quantité suffisante pour produire les bénéfices souhaités par les entreprises. En revanche, les marchés asiatiques et congolais acceptent une plus grande variété d'espèces 'de moindre valeur', de sorte que, dans les concessions des grandes entreprises asiatiques et congolaises les réseaux routiers sont moins denses et la fragmentation de la forêt reste plus faible. La recherche menée en République du Congo a démontré qu'il existe un lien direct entre le respect des normes de la GFD et l'augmentation du déboisement.

La même étude prévient que plus de 400 millions d'hectares de forêts tropicales sont à présent affectées à la production de bois sous la forme de concessions, et que le nombre des exploitations cataloguées comme GFD est en train d'augmenter. Les chercheurs concluent que « la coupe et la fragmentation des forêts intactes du Congo sont le fait de l'industrie forestière, facilitées dans une large mesure par l'investissement de capitaux internationaux ». Ils ajoutent : « Si, en fait, la politique GFD et les marchés du bois certifié sont associés à l'augmentation des modifications du couvert forestier [dégradation et déboisement], cela porte à croire que la demande mondiale croissante de bois légal et certifié pourrait avoir des conséquences [négatives] inattendues pour les écosystèmes de forêt tropicale intacte ».

La demande permanente de bois tropical a accéléré l'expansion des transnationales qui participent à chaque étape du processus de production : extraction de la matière première, transformation, commercialisation et distribution. Les responsables de l'exploitation industrielle des forêts tropicales varient d'un pays à l'autre, mais les principaux sont toujours des sociétés transnationales. Néanmoins, quel que soit le pays où elles opèrent, ce qui alimente la destruction est la demande permanente de toujours plus de bois, en particulier pour la consommation des pays industrialisés. Les USA, par exemple, sont le deuxième importateur de bois tropical et payent, chaque année plus de 5,4 milliards USD pour 21 millions de mètres cubes de grumes, de sciages, de placages et de contreplaqués (5). En outre, derrière les systèmes de certification du bois 'durable' se trouvent les grandes entreprises qui ont tout intérêt à continuer de fonctionner comme toujours (6),

Les communautés tributaires des forêts sont les plus touchées

L'exploitation forestière industrielle a des effets néfastes sur les communautés qui vivent dans les forêts et qui en dépendent. Les dégâts sont causés d'abord et surtout par le fait que l'exploitation forestière est destructrice, que ses auteurs sont des gens de l'extérieur qui se livrent au pillage et prennent la fuite, et qu'il s'agit d'une activité où les violations des droits de l'homme sont fréquentes. Que la dévastation soit considérée comme légale ou illégale est un détail secondaire pour ceux qui se retrouvent sans moyens d'existence et dont le mode de vie est détruit ; est secondaire aussi la corruption généralisée qui caractérise les rapports du secteur forestier industriel et des gouvernements. L'absence de reconnaissance, ou la reconnaissance insuffisante des titres fonciers concernant les territoires des peuples forestiers, et l'accès toujours plus grand à ces forêts grâce à la construction de routes et aux projets d'extraction minière ou de prospection pétrolière, facilitent l'entrée des entreprises forestières dans les territoires des peuples indigènes et des communautés traditionnelles. En plus de dégrader et de détruire les forêts dont les communautés ont besoin pour survivre, cette situation apporte la violence, les menaces et la persécution à ceux qui tiennent à défendre les territoires boisés contre cette industrie corrompue et rapace.

- (1) Blaser, J. et d'autres, 2011, ITTO, Estado de la ordenación de los bosques tropicales 2011, <http://es.slideshare.net/Leyre7/estado-de-la-ordenacin-de-los-bosques-tropicales-2011>
- (2) Greenpeace, Why logging will not save the climate: the fallacy of GHG emissions reductions from so-called 'Sustainable Forest Management' or Reduced Impact Logging of natural forests, <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/reports/why-logging-will-not-save-the/>
- (3) Experts: sustainable logging in the rainforest impossible, <http://news.mongabay.com/2012/0718-hance-sustainable-logging.html>
- (4) Brandt, J., Nolte, C., Steinberg, J. et Agrawal, A. (2014), Forest capital, forest change and regulatory compliance in Congo Basin forests, <http://iopscience.iop.org/1748-9326/9/4/044007/article>
- (5) Logging: timber certification, trade restrictions, Mongabay, 2012, <http://rainforests.mongabay.com/1010.htm>
- (6) Voir, par exemple, le rôle de l'American Forest & Paper Association (AF&PA) dans le système de certification « Sustainable Forestry Initiative » : <http://www.forestethics.org/sustainable-forestry-initiative-issue>

Pérou: l'abattage industriel ravage les forêts et leurs populations



Le commerce du bois en Amazonie est une affaire milliardaire pour une poignée de personnes. Près de 60 % du territoire péruvien est couvert de forêts tropicales, et le Pérou est le neuvième de la liste des pays les plus boisés du monde. D'après les chiffres officiels, le taux de déboisement y est d'environ 110 000 hectares par an. Ce problème est attribué surtout à la 'coupe illégale', c'est-à-dire à l'extraction de bois à l'extérieur des concessions octroyées à cette fin. La coupe illégale met en jeu près de 150 millions de dollars par an. C'est une des activités illicites qui font le plus appel au blanchiment d'actifs, tout comme le trafic de stupéfiants et l'extraction minière illégale, d'après l'Unité d'information financière du Pérou (1). Or, que se passe-t-il quand l'abattage illégal est facilité par le cadre légal concernant les concessions forestières?

Dans le monde entier, l'extraction de bois à grande échelle entraîne une forte destruction environnementale et la fragmentation sociale dans les forêts tropicales (voir l'article « Le pillage des forêts » du présent bulletin). L'abattage industriel, qu'il soit légal ou illégal, dégrade de grandes étendues de forêt et soumet à la violence et à des menaces les populations qui dépendent des forêts. Ce bois, extrait dans la plupart des cas de façon 'sélective', parvient aux principaux marchés du monde, comme ceux des États-Unis, d'Europe et de Chine. Cependant, quelques aspects de la coupe illégale sont à souligner. Elle comporte l'extinction, ou presque, d'espèces très vulnérables qu'il est interdit d'abattre, comme le cèdre et l'acajou, dans des territoires indigènes et des zones protégées, et l'exploitation, le travail forcé et l'asservissement de populations autochtones, en toute impunité. Les territoires indigènes sont, dans la plupart des cas, le lieu d'origine d'essences de grande valeur commerciale, et deviennent donc la cible de l'industrie forestière.

Un des piliers de la politique forestière du Pérou a été, depuis 2000, la Loi forestière et de la faune n° 27308, dont l'objectif principal, énoncé dans son premier article, était de réglementer «l'utilisation durable et la conservation des ressources forestières». Le système actuel des concessions pour l'exploitation forestière est issu de cette loi qu'est venu renforcer plus tard le Traité de libre-échange entre le Pérou et les États-Unis, en vigueur depuis 2009. Une annexe du Traité prévoit parmi ses objectifs l'encouragement de l'obtention de bois provenant de la 'Gestion forestière durable' (2). En juillet 2011 a été approuvée une nouvelle Loi forestière et de la faune, qui n'a pas encore été appliquée à cause de retards dans l'adoption des réglementations correspondantes. Néanmoins, la nouvelle loi maintient le même système des concessions pour l'extraction de bois, et les versions préliminaires du règlement annoncent la promotion de l'investissement dans le secteur forestier avec des normes claires pour la 'gestion forestière durable' (3).

Au Pérou, les grands groupes d'entreprises forestières axées sur l'exportation dépendent à 35-45 % de sources d'extraction non autorisées, d'après une recherche menée en 2012 par l'Agence d'investigations environnementales (AIE) (4). L'étude a dépisté 112 chargements de bois illégal de cèdre et d'acajou importés du Pérou par des entreprises des États-Unis. Soixante-dix d'entre eux provenaient de la succursale péruvienne de la société d'exploitation forestière Bozovich. D'après les registres de l'Institut national des ressources naturelles, en 2006 Bozovich avait contrôlé 34 % des exportations de bois de cèdre, et les pays de destination avaient été, dans l'ordre, les États-Unis, le Mexique et Porto Rico. Le rapport de l'AIE apporte des renseignements plus récents et, dans un tableau comparatif des entreprises qui ont exporté du bois, entre 2008 et 2010, sans respecter les normes légales, Bozovich se distingue à nouveau. En plus, en 2005 on a trouvé trois bordereaux clonés correspondant à 492 m³ d'acajou scié, dont le destinataire était cette même entreprise (5).

Il est de plus en plus évident que, en dépit des réformes des lois, des normes et des traités, les activités d'extraction de bois dans l'Amazonie – avec ou sans plans de gestion, avec ou sans documentation légale – sont loin d'être 'durables' pour les forêts et leurs habitants. Une étude publiée dans le magazine Scientific Reports (6) analyse l'information officielle du gouvernement et démontre que 68,3 % des concessions supervisées par les autorités étaient soupçonnées d'avoir commis des infractions graves de la loi. La nature de

ces infractions indique que les permis délivrés aux concessions légales sont utilisés pour couper des arbres dans des zones non autorisées, ce qui met en péril encore plus d'étendues de forêt tropicale, de territoires indigènes et de zones protégées. En outre, de nombreuses infractions correspondent à l'extraction illégale d'espèces vulnérables, comme le cèdre et l'acajou.

Le problème ne se situe pas au niveau de celui qui opère la tronçonneuse. Au Pérou, le cas le plus grave de travail forcé est celui des membres des peuples indigènes de l'Amazonie que l'on recrute pour couper du bois illégal. De nombreux exploitants continuent d'appliquer un système qui consiste à avancer aux travailleurs de l'argent ou des biens pour les engager à participer à l'extraction de bois. Malheureusement, ce système de recrutement aboutit à la servitude pour dettes ou au travail servile. Un rapport de l'Organisation internationale du travail qui contient des témoignages de dirigeants indigènes, de religieux, de travailleurs, de fonctionnaires et de membres de diverses ONG locales, affirme que ce système est «une des pires formes d'exploitation et de perte de liberté... En outre, il s'accompagne en général de l'absence de paiement, de la rémunération en nature, de la prostitution des femmes dans les campements des bûcherons et de conditions de travail vraiment infrahumaines» (7). La dette peut être utilisée pour «[...] maintenir les autochtones en situation de servitude des décennies ou des générations durant» (8).

Pour aggraver encore les choses, le président Ollanta Humala a promulgué, en juillet 2014, le dénommé 'paquet environnemental', un ensemble de mesures contenues dans la Loi n° 30230. Ces mesures touchent directement les territoires indigènes. Elles permettent, entre autres choses, que l'État puisse céder à des projets d'investissement les étendues de terres qu'ils demanderont à l'endroit qui leur conviendra, au détriment des droits des propriétaires légitimes de ces terres (9). Ainsi, une série d'appels d'offres seront remportés par des projets de grande envergure, comme les plantations agro-industrielles et forestières, les mines, l'exploitation d'hydrocarbures, etc.

Les territoires indigènes sont la cible des exploitants de bois

L'extraction 'sélective' d'essences de grande valeur commerciale se fait, le plus souvent, dans des territoires indigènes (souvent ceux des communautés les plus traditionnelles) ou dans des zones où habitent des peuples en isolement volontaire ou très récemment contactés. Cette invasion a des effets néfastes, non seulement parce qu'elle dégrade les forêts dont dépendent ces populations mais aussi parce qu'elle s'accompagne de violence et d'asservissement. Les exploitants forestiers amazoniens reçoivent pour un pied planche à peu près 2660 fois moins que ce qu'on paie le bois travaillé aux États-Unis (10). C'est ainsi que quelques magasins distingués des États-Unis, d'Angleterre ou de Chine peuvent vendre des planchers de bois 'fin'. Dans l'Amazonie péruvienne, les communautés indigènes subissent des violences et des menaces pour défendre leurs territoires contre les exploitants de bois et les mafias commerciales et gouvernementales qui sont derrière eux.

La communauté d'Alto Tamaya – Saweto, située dans la forêt basse d'Ucayali, a reçu en 2003 la reconnaissance officielle de l'État péruvien de la propriété de ses terres, mais n'a pas encore pu obtenir la documentation correspondante. En revanche, l'État a adjugé deux concessions forestières qui se superposent au territoire de la communauté, et il a classé toutes les forêts communales comme forêts de production permanente, c'est-à-dire affectées à la production de bois (11). En septembre 2014, quatre leaders indigènes Asháninkas ont été tués par les mafias du bois, alors qu'ils avaient prévenu maintes fois les autorités qu'ils recevaient des menaces à cause de leur défense du territoire. L'un d'eux, Edwin Chota, était un activiste reconnu au plan international contre l'exploitation forestière en territoire indigène. David Salisbury, professeur de l'université de Richmond, aux États-Unis, avait fréquenté Edwin pendant plus de dix ans et conseillait la communauté dans sa lutte pour l'obtention de titres de propriété. Interviewé par la BBC, Salisbury a affirmé: «il y a là une communauté encerclée par les exploitants de bois, des gens qui ont peur, qui sont enfermés dans leur village parce que les exploitants parlent à la radio et disent qu'ils veulent liquider la communauté riveraine une fois pour toutes» (12).

Le 23 octobre 2014, la communauté indigène Shipibo de Korin Bari, proche de Saweto, a présenté une plainte contre le gouvernement péruvien pour avoir permis que la vie de ceux qui s'opposent à l'invasion de leurs terres soit en danger, faute de leur avoir délivré les titres de propriété foncière correspondants. En 2011, leurs maisons ont été rasées par des opérateurs forestiers qui construisaient un chemin illégal à travers leur territoire pour avoir accès à des espèces d'arbres de grande valeur commerciale. Les cas de Saweto et de Korin Bari ne sont pas les seuls. Au moins 594 communautés de l'Amazonie péruvienne manquent de titres de propriété sur leurs territoires, ce qui représente environ 20 millions d'hectares de forêts (13).

Une autre méthode utilisée par les exploitants forestiers pour avoir accès aux territoires indigènes consiste à se charger des démarches que doit faire la communauté pour avoir titres de propriété, en échange de la richesse de leur forêt. Au moment de faire ces démarches, les exploitants s'emparent des permis d'exploitation délivrés aux communautés des zones où il n'existe pas de concessions. En mai 2014, un article publié dans un journal local dénonçait le cas de la communauté de Nueva Esperanza, située à l'endroit dénommé «Triple Frontera» (où se touchent le Pérou, le Brésil et la Colombie). Après de nombreuses interventions d'extraction, Nueva Esperanza entreprit en 2009 les démarches nécessaires à l'obtention de la propriété formelle de 204 493 hectares. Un entrepreneur forestier voisin de la communauté s'est chargé des démarches. À cet endroit stratégique de la «Triple Frontera» il y a huit scieries équipées de machines de pointe, qui achètent du bois pour l'exporter. Une fois les titres obtenus, la communauté de Nueva Esperanza, ou plutôt l'entrepreneur, a obtenu l'approbation presque immédiate de son Plan général d'aménagement forestier et du Plan d'opération annuel qui l'autorisent à extraire 2 345 arbres de 22 espèces différentes, dont 178 cèdres. Quel volume de bois part vraiment de cette zone? Personne ne le sait. Ce qui est certain est que les indigènes sont endettés jusqu'au cou parce qu'ils doivent payer les frais de titularisation et des articles, tels que des moteurs, des tronçonneuses ou des batteries, que l'entrepreneur leur vend à des prix faramineux et qu'il faut payer en bois (14).

Au-delà des débats sur la légalité ou l'illégalité du bois extrait, le fait est que le système économique mondial encourage les entreprises forestières à intervenir dans n'importe quel territoire peuplé d'espèces d'arbres qui leur permettent de se remplir les poches. Comme il s'agit d'une affaire milliardaire, de fortes puissances privées et publiques veulent en profiter. À cause de cela, par des moyens légaux ou non, avec des plans de gestion 'durables' ou non, les forêts de l'Amazonie – y compris celles des territoires indigènes, des zones réservées aux indigènes en isolement volontaire et des zones naturelles protégées – subissent des assauts de plus en plus violents. Les grandes entreprises dirigent un réseau d'extraction qui cherche à satisfaire leur besoin d'accumulation de capital, en vendant sur les marchés internationaux, sous des labels 'verts' et 'durables', la destruction et la dévastation des forêts.

(1) Urrunaga, J.M. (2014), Madera negra, EDU, <https://www.scribd.com/doc/241356800/PuntoEdu-Ano-10-numero-323-2014>

(2) Chapitre 18, Environment,

http://www.ustr.gov/sites/default/files/uploads/agreements/fta/peru/asset_upload_file953_9541.pdf

(3) Andina – Agencia Peruana de Noticias, <http://www.andina.com.pe/agencia/noticia-peru-ha-perdido-mas-7-millones-hectareas-bosques-deforestacion-525532.aspx>

(4) La máquina lavadora: cómo el fraude y la corrupción en el sistema de concesiones están destruyendo el futuro de los bosques de Perú, EIA,

http://laundryingmachine.files.wordpress.com/2012/04/spanish_report_eia_final2.pdf

(5) El alto costo del comercio ilegal de madera y la parálisis del estado, Servindi, http://servindi.org/actualidad/115391?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+Servindi+%28Servicio+de+Informaci%C3%B3n+Indigena%29

(6) Finer, M., et d'autres (2014), Logging Concessions Enable Illegal Logging Crisis in the Peruvian Amazon, Scientific Reports, <http://www.nature.com/srep/2014/140417/srep04719/full/srep04719.html>

(7) Bedoya, E. et d'autres (2005), El trabajo forzoso en la extracción de la madera en la Amazonía

Peruana, Oficina Internacional del Trabajo, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---declaration/documents/publication/wcms_082056.pdf

(8) Bedoya, G. et d'autres, El peonaje por deudas en la tala ilegal de madera en la Amazonia peruana, Debate Agrario N. 42, <http://www.cepes.org.pe/debate/debate42/01-bedoya.pdf>

(9) <http://muqui.org/noticias/6113-en-peru-se-esta-haciendo-una-reforma-agraria-al-reves-denuncian-ong>

(10) Romero, E. (2014) Industria maderera y redes de poder regional en Loreto, http://www.revistargumentos.org.pe/industria_maderera_loreto.html

(11) Territorio: titulación, muerte y persecución en Perú, Biodiversidad en América Latina y el Caribe, http://www.biodiversidadla.org/Principal/Secciones/Documentos/Territorio_titulacion_muerte_y_persecucion_en_Peru

(12) BBC Mundo, Cómo operan las mafias del multimillonario negocio de la madera ilegal del Perú, http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2014/09/140916_peru_tala_ilegal_am

(13) Shipibo community sues Peruvian government for failure to title traditional lands, FPP, <http://servindi.org/actualidad/116524>

(14) Diario Uno, El Dorado de las Madereras, mayo 2014, <http://laprimera.peru.pe/columna/el-dorado-de-las-madereras/>

Indonésie: les forêts sont plus que de la terre



En Indonésie, le déboisement représente plus que la perte d'étendues boisées, c'est une question bien plus grave. Tout un système de vie qui a évolué jusqu'à atteindre une richesse extraordinaire de biodiversité est menacé de destruction.

Pour les communautés traditionnelles, préserver les forêts n'implique pas seulement de conserver leurs droits sur la terre et le territoire mais, surtout, de protéger leur civilisation dont dépend l'essence de leur culture. La culture des communautés implique des processus d'adaptation intergénérationnels qui équilibrent la vie et la

durabilité des cycles naturels.

Quand le ministère des Forêt fit un inventaire des terres indonésiennes et déclara que les forêts appartenaient à l'État, les aspects culturels et sociaux ne furent pas pris en compte. Ainsi, la présence d'êtres humains qui coexistaient avec les systèmes de vie des forêts fut exclue de la formulation et la mise en œuvre des politiques à ce sujet.

Par suite de cette classification, près de 33 000 communautés vivent aujourd'hui dans des zones de 'forêt d'État'. Les grandes entreprises en profitent pour accuser les communautés de perturber et de détruire les forêts, et cela est devenu un argument légitime pour expulser les habitants des forêts de leurs espaces de vie.

Les conflits avec les communautés forestières sont simplifiés en parlant des nécessités économiques et en réduisant des systèmes de vie complexes à de simples 'terres'. Cette simplification oriente toute 'résolution' vers la compensation et la médiation.

En fait, les 'résolutions' de ce type ne tiennent aucun compte du droit de ces communautés à la mémoire intergénérationnelle et à la dépendance culturelle des forêts. En outre, les médias affaiblissent la position des communautés en les considérant comme équivalentes à des entreprises pendant le processus de médiation. Or, la reconnaissance de la présence d'une entreprise sur le territoire d'une communauté confirme que l'entreprise et l'État ont violé les lois coutumières.

Quand un système écologique est détruit, ce sont les communautés qui doivent faire un énorme effort pour s'adapter aux changements de l'environnement et en subir les conséquences.

Pour cet article, j'ai pris l'exemple d'une espèce qui est très attachée à la culture des communautés indigènes d'Indonésie. Cet exemple illustre que la dévastation de divers écosystèmes forestiers riches en biodiversité contribue énormément à la perte et la destruction de la vie des communautés.

Le buffle est une espèce qui dépend de trois facteurs écologiques fondamentaux: une grande étendue pour se promener, des herbes variées pour se nourrir et rendre son corps résistant, et de l'eau propre sans aucun produit chimique. Au cours des 10 dernières années, le nombre des buffles a chuté d'un million de têtes à cause de l'expansion du palmier à huile, de l'exploitation de bois et des plantations industrielles d'arbres.

Sans que le gouvernement indonésien s'en aperçoive même pas, l'expansion des plantations industrielles sur les terres communautaires a provoqué une diminution considérable de la population de buffles, un produit local qui, sur le plan économique, représentait 15 milliards de roupies (près de 1,5 milliard USD), susceptibles de financer l'éducation et les frais de santé d'un million d'enfants. La disparition des buffles a éliminé également une source importante de nourriture et elle a eu des effets collatéraux négatifs sur les systèmes agricoles traditionnels.

Il est très important de reconnaître et de protéger les systèmes communautaires d'aménagement forestier. Non seulement ils permettent la permanence des communautés dans leurs territoires mais ils évitent aussi que les gens et l'État paient les frais en cas de catastrophe écologique.

En Indonésie, les décisions concernant les forêts sont encore prises au niveau d'institutions puissantes. Les questions de la propriété des territoires ou des facteurs déterminants du déboisement, comme le système de production et de consommation, ne sont pas mentionnées du tout par le gouvernement. Elles sont exclues exprès des débats, pour que l'État et les grandes entreprises puissent éluder l'énorme responsabilité des crimes qu'ils ont commis.

À présent, la vie des membres des communautés devient de plus en plus difficile. L'État les oblige à vivre dans

un système économique où l'argent qu'ils gagnent ne suffit pas à couvrir leurs besoins, surtout après la disparition des divers systèmes de vie qu'ils avaient à leur disposition dans la nature. L'État indonésien a lui aussi de frais importants concernant les dégâts et les processus de restauration des forêts et de leurs fonctions, comme les sommes qu'il faut dépenser chaque année pour faire face aux incendies de forêt et aux inondations.

Tandis que les communautés doivent payer les conséquences des crimes écologiques et s'adapter sans cesse à des conditions environnementales toujours plus mauvaises, vingt-sept États et trente-quatre entreprises impliquées dans le processus de déboisement mondial ont signé la Déclaration de New York sur le sauvetage des forêts du monde, lors du Sommet du climat organisé par les Nations unies en septembre 2014. Cette déclaration prévoit de 'restaurer les forêts' sur 150 millions d'hectares d'ici à 2020, et sur 200 millions d'hectares pour 2030. L'engagement part du fait que 1,6 milliard d'habitants du monde dépendent des forêts, et que le déboisement atteint 14 millions d'hectares par an.

Or, il est peu probable que la promesse de réduire le déboisement et d'inciter à la 'restauration des forêts' devienne une réalité. Cette promesse des gouvernements et d'une série de sociétés d'affaires du secteur de la monoculture n'est qu'une stratégie pour dissimuler leurs vrais crimes. Par exemple, en Indonésie, un groupe d'hommes d'affaires s'est engagé par écrit à diminuer le taux de déboisement. Pourtant, ils ont aussi conclu un marché avec le gouvernement, suivant lequel, sur les 14 millions d'hectares de forêt qui sont menacés de déboisement, 1,1 million d'hectares seront affectés à la plantation de palmiers à huile d'ici à 2015, et 5,9 millions d'hectares à des plantations industrielles d'arbres.

La déclaration de New York sur les forêts, en plus de dérober au regard du public les auteurs de la destruction des forêts indonésiennes, parvient à encourager la prochaine étape de l'exploitation des ressources naturelles. Ayant survécu impunément à la destruction environnementale provoquée par l'extraction d'huile de palme et de pâte à papier, les grandes entreprises se tournent maintenant vers les affaires relatives au changement climatique. Les concessions qui permettent de gagner de l'argent grâce à la conservation de la biodiversité et au carbone ont déjà atteint 397 878 hectares en 2014, et l'objectif est de les porter à 2,6 millions d'hectares.

Si le gouvernement avait voulu profiter du sommet pour s'attaquer vraiment au déboisement, il n'aurait pas autorisé des entreprises comme APP, GAP et WILMAR à y participer. Depuis 2013, leurs concessions sont à l'origine du brouillard causé par les incendies de forêt. En plus, notre organisation a découvert une tentative de dissimuler l'extraction illégale de bois que pratiquait un sous-traitant d'une filiale de WILMAR.

Zenzi Suhadi, zenzi.walhi@gmail.com

WALHI, <http://www.walhi.or.id/en/#>

Un mythe de REDD+: la 'gestion forestière durable'



Mythe: la gestion durable des forêts réduira les émissions et apportera le développement durable

Les négociations de l'ONU sur le climat ont intégré dans les accords passés en 2010 à Cancún (Mexique) la notion de la 'gestion forestière durable' (GFD), dans le cadre de ce qu'on appelle REDD+: «Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts, conservation, aménagement durable des forêts et augmentation des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement» (1). Dans ce cadre, la GFD est présenté comme un moyen de réduire les émissions, mais la réalité est que la GFD est un mythe qui permet à l'exploitation forestière destructrice et souvent illégale de continuer en toute impunité.

De nos jours, tout le monde pratique 'gestion forestière durable'. Même la société malaise Rimbunan Hijau, l'une des entreprises forestières les plus destructrices du monde (2), s'en réclame dans son site web et affirme qu'elle «maintient la Malaisie verte» grâce à son «investissement en plantations d'arbres» (3). Les entreprises insistent sur l'idée que les plantations en régime de monoculture peuvent être 'durables'. Rimbunan Hijau affirme qu'elle 'plante des forêts'. Même l'ONU considère les plantations industrielles d'arbres comme des forêts. Il y a là, pour le dire en deux mots, une erreur flagrante. Les plantations ne sont pas des forêts. Les forêts contiennent des réseaux variés d'êtres vivants, tandis que les plantations sont dépourvues de diversité biologique, et que l'eau et les sols y sont pollués. Cela met en danger les habitants autochtones tributaires des

forêts et aggrave le changement climatique.

Comme le signale Patrick Alley, de l'ONG Global Witness, dans un exposé qu'il a récemment fait, 'gestion forestière durable' est un «désagréable euphémisme» (4). L'industrie forestière s'est débrouillée pour se présenter comme une entreprise quasi philanthropique, qui crée des emplois et apporte le développement. Alley explique que «les industries d'exploitation de bois peuvent être classées en deux catégories: les criminelles et les légitimes. Les criminelles sont criminelles. Les légitimes sont la même chose mais avec un meilleur service de relations publiques».

L'industrie forestière a reçu beaucoup de soutien pour commettre avec succès ce crime parfait, comme l'appelle Alley. La poursuite de l'exploitation de bois dans les tropiques a même été encouragée avec l'argent des contribuables. Dans la période de neuf ans allant jusqu'en juin 2011, la Banque mondiale avait versé 4,1 milliards USD au secteur forestier. Une évaluation réalisée en 2013 par le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) a conclu que, de façon générale, ces projets n'avaient pas réussi à combattre la pauvreté ni à avantager les communautés locales (5).

Comme on pouvait s'y attendre, la direction de la Banque mondiale a rejeté ces critiques, et l'argent de la Banque continue d'affluer (6). En août 2013, elle a annoncé qu'elle allait donner 31,83 millions USD pour la 'gestion forestière durable' participative au Laos (7). Ce pays a vu ses forêts dévastées par l'exploitation illégale, qui ne donne aucun signe de devoir cesser avant que la dernière forêt ait été abattue (8). Pourtant, au lieu de soutenir les tentatives de s'attaquer aux criminels qui dirigent la coupe illégale, la Banque mondiale verse encore plus d'argent pour légitimer, ou presque, la poursuite de l'exploitation forestière sous des apparences écologiques.

Un film tourné par Global Witness sur l'industrie forestière en République démocratique du Congo montre les répercussions de l'exploitation de bois à grande échelle financée par la Banque mondiale et des bailleurs de fonds internationaux (9). À maintes reprises, les communautés y parlent des entreprises exploiteuses, des préjudices portés à leurs écosystèmes et à leurs moyens d'existence, de l'absence de bénéfices et de l'intensification des conflits et de la violence. Il est impossible de ne pas voir la contradiction entre les programmes de 'gestion durable des forêts' qui prétendent diminuer le déboisement et la destruction environnementale causée par l'industrie forestière au Congo.

Une recherche récemment menée par des scientifiques de l'université de Lancaster révèle que les conséquences de la 'coupe sélective' et des incendies dans l'Amazonie ont été grossièrement sous-estimées (10). L'ONG Greenpeace parle de l'exploitation forestière en Amazonie en l'appelant «La crise silencieuse»: le bois illégal y est 'blanchi' grâce à des documents officiels (11). Les défenseurs de la 'gestion forestière durable' disent que celle-ci peut être effectuée en extrayant quelques espèces seulement et en laissant 'sur pied' le reste de la forêt. Pourtant, bien que 'coupe sélective' sonne mieux que 'coupe rase', en réalité de grandes étendues de forêt sont perturbées. Cela comporte de fortes implications pour la REDD+, puisque la GFD est un des côtés 'positifs' du système.

En outre, une autre étude récente sur le Kalimantan oriental a révélé qu'il n'y avait aucune différence quant aux émissions de carbone entre les opérations forestières certifiées par le Forest Stewardship Council (FSC) et celles des concessions d'exploitation conventionnelles. En 2009, le FSC avait constitué un Groupe de travail sur le carbone forestier qui, en novembre 2012, présenta un «Cadre stratégique pour un engagement en matière de changement climatique» (12). Un des objectifs énoncés est que «les projets sérieux concernant le carbone forestier reconnaissent le FSC afin d'attirer leurs participants vers la certification». Cependant, le FSC a des antécédents sujets à controverse (13) pour avoir certifié des plantations d'arbres en régime de monoculture et des activités d'exploitation de bois destructrices, et pour n'avoir pas exigé de ses organes de certification qu'ils s'en rendent responsables.

En 2011, les professeurs Bradshaw et Laurence ont rédigé un document qui a été publié par Nature, intitulé «Les forêts primaires sont irremplaçables pour maintenir la biodiversité tropicale» (14). Laurence a écrit, dans le site web d'ALERT, que «l'Indonésie a, à elle seule, au moins 35 millions d'hectares – une superficie supérieure à celle de l'Allemagne – de forêts dont le bois a été exploité de façon sélective, et la plupart de ces forêts exploitées n'ont aucune protection et sont défrichées pour l'agriculture» (15). De son côté, Bradshaw a dit au cours d'une interview récente: «Il est insensé d'envisager même une exploitation forestière 'à faible émission', quand on sait que les forêts, quelle que soit la perturbation qu'elles subissent, ne sont jamais capables de retenir autant de carbone ou de biodiversité que les forêts primaires» (16).

Par conséquent, la GFD peut impliquer l'expansion et la légitimation des activités commerciales d'exploitation forestière à l'échelle industrielle dans les forêts anciennes.

Chris Lang, reddmonitor@googlemail.com
REDD-Monitor, <http://www.redd-monitor.org/>

- (1) Pour plus de renseignements sur le système REDD+, voir le site web du REDD-Monitor: <http://www.redd-monitor.org>, et la section REDD du site web du WRM: <http://wrm.org.uy/browse-by-subject/mercantilization-of-nature/redd/>.
- (2) <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/reports/RH-30years-forest-plunder/>.
- (3) <http://www.rhg.com.my/business/agri/index.html>
- (4) www.globalwitness.org/blog/how-the-logging-industry-tricked-us-into-financing-our-own-destruction/
- (5) <http://www.redd-monitor.org/2013/01/31/ieg-report-world-banks-forestry-lending-has-not-reduced-poverty/>
- (6) <http://www.redd-monitor.org/2013/02/05/world-bank-management-rejects-criticisms-of-industrial-logging/>
- (7) <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/08/08/world-bank-supports-participatory-sustainable-forest-management-in-lao-pdr>
- (8) <http://www.redd-monitor.org/2014/05/16/demand-for-luxury-furniture-in-china-pushes-siamese-rosewood-to-the-brink-of-extinction/>
- (9) https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=qxn5jfgED1w
- (10) <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/gcb.12627/full>
- (11) http://www.greenpeace.org/france/PageFiles/300718/Amazon_GPS_TRACKING.pdf
- (12) <https://ic.fsc.org/resource-center.489.htm>
- (13) <http://fsc-watch.org>
- (14) <http://www.nature.com/nature/journal/v478/n7369/full/nature10425.html>
- (15) <http://alert-conservation.org/issues-research-highlights/2014/2/13/the-debate-about-forest-conservation>
- (16) <http://news.mongabay.com/2014/0210-ril-carbon-emissions.html#jXSfjXqO2hgtUYcX.99>

Brésil: la lutte du peuple tupinamba pour le territoire et la conservation de la forêt



Il y a plus de 500 ans, le peuple tupinamba fut massacré et expulsé de son territoire dans le sud de l'État de Bahia. Mais, depuis 2004, il a repris le contrôle d'une partie de son territoire, où il conserve l'exubérante forêt de Mata Atlântica qu'il appelle la demeure des 'enchantés'. Ceux-ci guident la vie des Tupinambas, et leurs luttes. C'est un des principaux motifs qui poussent ces indigènes à conserver la forêt qui, pour eux, est sacrée, demeure des dieux et source de vie. Dans cet article, en plus d'expliquer comment ils conservent la forêt, ils font une critique convaincante de la proposition de 'gestion forestière durable' qui encourage l'extraction 'sélective' de bois.

Un combat inlassable pour le territoire

Ce récit concerne la communauté de Serra do Padeiro, une des communautés tupinambas qui vivent dans le territoire indigène tupinamba enclavé dans la Mata Atlântica dans l'État de Bahia. Depuis le XVI^e siècle, quand le Brésil fut colonisé par les Portugais et qu'il commença à traverser des cycles d'exploitation capitaliste, ce territoire, parce qu'il est une des zones les mieux conservées de la région, a été la cible d'attaques des grands propriétaires terriens. Pour cette raison, l'histoire des tupinambas de la communauté de Serra do Padeiro est émaillée de massacres et de tentatives pour les expulser de leur territoire. Cependant, leur histoire est marquée surtout par les fortes luttes pour conserver ce qui est pour eux le plus sacré: les forêts qui couvrent les montagnes de la région et qui leur fournissent la nourriture, de l'eau en abondance, et un bon territoire pour vivre. Babau, le cacique de la communauté de Serra do Padeiro, résume cela en disant que le territoire est «la mère-terre, qui est formée de tout; la Mère-terre nous a laissé le fleuve qui est le lait qui nous nourrit, qui nous donne à boire, et la forêt, qui est notre toit et le banquet dont nous nous nourrissons». Pour les tupinambas, la conservation de la forêt, particulièrement abondante dans les montagnes, est essentielle aussi parce que la forêt est la demeure des 'enchantés' qui orientent les tupinambas au cours de leur vie ou, comme dit Babau, «les forêts représentent notre foi, notre culture, notre religion».

Le processus d'invasion et d'appropriation illégale de leurs terres mené par l'élite dominante de la région, avec l'appui de l'État, a confiné les Tupinambas dans une toute petite zone au début de la décennie passée. Cette élite soutenait l'exploitation de bois et la chasse intensive que les propriétaires terriens encourageaient. La destruction de la forêt et des sources d'eau fut la raison fondamentale pour laquelle, à partir de 2004, les Tupinambas commencèrent à s'organiser pour essayer de récupérer leurs terres. À ce moment-là, les propriétaires terriens furent expulsés et des milliers d'hectares de terres indigènes récupérées. La lutte des Tupinambas poussa le gouvernement fédéral à constituer un groupe technique (GT) chargé d'identifier le territoire traditionnellement occupé par les Tupinambas. Ceux-ci voulaient qu'on leur rende 70 000 hectares, mais la zone définie par le GT est de 47 000 hectares et s'étend du littoral de Bahia à la Serra do Padeiro.

Or, au lieu de démarquer et de régulariser ce territoire déjà réduit, le gouvernement, sous la pression des propriétaires terriens, d'hommes d'affaires et de politiciens influents de la région, a entrepris, depuis 2008, un processus d'intimidation et de répression, avec des invasions violentes et des arrestations arbitraires effectuées dans la zone des Tupinambas par la police fédérale, avec l'aide de l'armée et des forces de sécurité nationales. Pour 'résoudre' le problème du conflit pour la terre, le gouvernement propose une 'table de négociation' où les Tupinambas devraient parvenir à un accord avec les autres acteurs de la région intéressés par le territoire à démarquer. Ainsi, ils se verraient obligés à renoncer à leur droit sur ce territoire, qui est garanti par la constitution, servir à une élite qui a toujours investi dans le massacre et l'élimination de leur peuple.

Contre la 'gestion forestière durable' qui encourage l'extraction 'sélective' de bois

La Mata Atlántica, encore abondante dans la région, nourrit cette lutte, et les Tupinambas en prennent grand soin. Pour eux, la forêt est quelque chose de sacré, un 'compagnon' fidèle. Babau résume ainsi cette relation quand il parle de la lutte pour la récupération du territoire: «Nous sommes alliés à la nature et la nature s'est alliée à nous».

Depuis qu'ils ont récupéré le territoire et que l'extraction de bois s'est arrêtée, ils remarquent que la forêt, et donc les sources, sont en train de se rétablir, et que l'eau coule à nouveau avec plus de force. Les Tupinambas s'opposent à l'extraction de bois. Babau l'explique ainsi: «Le problème principal est que les Tupinambas dépendent de la forêt pour leurs rituels. Et pour célébrer ces rituels, la forêt doit être intacte, toute la chaîne de la vie doit être protégée. Au moment où les propriétaires terriens ont commencé à déboiser en excès, les sources dont nous avons besoin ont commencé à disparaître, le gibier dont nous avons besoin a commencé à disparaître, les oiseaux ont commencé à disparaître [...]. Comme toute notre religiosité est très liée à la vie et à la nature, et que la nature est vie, ils étaient en train de nous attaquer directement, et nous avons dû prendre sans tarder des mesures pour défendre notre vie. Alors nous sommes partis pour défendre la nature et nous avons réussi à réhabiliter notre région».

À propos de la 'gestion forestière durable' que certains groupes défendent en tant que moyen de conserver la forêt, Babau dit: «Elle n'a rien de durable. [...] si vous coupez un arbre parce qu'il vous faut une maison, il s'agit d'un besoin, mais quand on coupe des centaines d'arbres pour répondre à un besoin d'une société, c'est une chose différente, tout à fait absurde, parce que la nature ne pourra pas s'en remettre avec la même vitesse. Et ils ne doivent pas oublier que cette nature existe pour protéger d'autres vies. Quand ils enlèvent les arbres, combien de vies ils éliminent de la surface de la terre? Et eux [les exploitants de bois], ils ne pleurent pas, ils ne regrettent rien, parce qu'ils ne voient pas les morts. [...] Imaginez que les animaux de la forêt disent un jour 'bon, nous irons dans la ville démolir un bâtiment déterminé et l'apporter ici, dans la forêt, pour faire notre maison'. Dans quel état va se retrouver la ville? Comment va-t-elle survivre? Donc, laisser les animaux sans maison, les oiseaux et le gibier sans nourriture, cela n'a rien de durable [...]. Les arbres les plus grands de la forêt protègent les plus petits contre le vent, le soleil, etc. Quand on enlève quelque chose, on porte atteinte à quelque chose. Le vent va passer avec plus de force, le soleil va atteindre le sol, alors le sol va se dessécher, l'eau va disparaître, il y a toute une série de choses qui vont ensemble [...]. Alors moi, je suis contre la gestion forestière durable».

À propos des cycles d'extraction 'sélective' de bois, qui sont d'environ 15 ans dans les zones soumises à la 'gestion forestière durable', et de la promesse que de chaque arbre adulte renaîtront trois ou quatre 'rejets' (ce qui assurerait la régénération de la forêt), Babau commente: «Je suis d'accord avec eux qu'il y en aura trois ou quatre en train de pousser, n'est-ce-pas? Mais combien d'années il faudra pour que les arbres de cette espèce donnent leurs premiers fruits pour nourrir les oiseaux, pour que les premiers animaux viennent vivre autour de la plante adulte?» Et il ajoute: «Est-ce qu'une personne qui a faim peut attendre 15 ans pour manger? Non, elle ne le fera pas [...]. Alors, cette manière de penser ne coïncide pas avec ceux qui veulent protéger la vie de la planète. Parce qu'ils ne sortent pas un seul arbre: dans ce processus 'sélectif', ils sortent des centaines

d'arbres. Alors ils sont en train d'enlever aux animaux de la forêt une grande quantité d'aliments, et la chaîne alimentaire en est touchée, et toute cette société de la forêt en sera touchée. Mais comme l'homme considère qu'il n'y a pas d'autre société que la sienne et que la forêt n'a pas de société à elle, il croit qu'il a le droit d'en faire à sa tête en disant que la nature se régénère par elle-même. Mais pas du tout, rien ne se régénère par soi-même. Il y a un contexte, un ensemble, pour la régénération de quoi que ce soit».

Se procurer du bois sans détruire la forêt

Le produit agricole le plus important et traditionnel des Tupinambas est le manioc dont ils font de la farine, par ailleurs d'excellente qualité. C'est la principale source de revenus de la communauté, avec le cacao qu'ils cultivent à l'ombre des arbres. En plus, ils cultivent une grande variété de produits, y compris des fruits, qui contribuent à la souveraineté alimentaire de la communauté. Le manioc et d'autres plantes sont cultivés dans des zones préparées à cet effet. D'après les Tupinambas, il n'est pas nécessaire d'utiliser la forêt pour cela.

Or, pour griller la farine il faut du bois. Donc, pour répondre à ce besoin ils ont planté, dans une zone dégradée proche d'un moulin, des espèces indigènes à croissance rapide et qui donnent du bois bon pour faire du feu. Marluce, habitante de Serra do Padeiro, affirme: «Avec trois morceaux [de bois du reboisement] on peut griller un sac de farine; nous brûlons même du bois vert». C'est pourquoi Célia, un des professeurs de la communauté qui participe à l'éducation de la population, appelle la zone reboisée «forêt énergétique» et dit qu'elle répond aussi à d'autres demandes de bois: «Cette forêt énergétique sert aussi à faire des piquets pour clôturer des zones d'élevage, car les lieux de pâturage demandent beaucoup de piquets [...] si nous devons sortir du bois de la forêt, les arbres mettraient beaucoup d'années à repousser. Mais cette forêt énergétique pousse en quelques années, il est idéal pour avoir du bois, les ravageurs ne l'attaquent pas et il dure longtemps. Nous avons fait cette expérience et elle a bien marché».

D'après Célia et Marluce, les forêts jouent aussi un rôle très important dans la vie des femmes. Célia l'explique ainsi: «Surtout à cause de nos rituels, nous nous identifions beaucoup avec la forêt, et même pour les médicaments, les herbes, les animaux, nous utilisons beaucoup de choses de la forêt et il faut qu'elle soit toujours intacte [...] pour préparer certains médicaments». Marluce ajoute: «Notre flore et notre faune ont été très ravagées, et même nos poissons, ils [les propriétaires terriens] avaient mis du poison à l'époque, mais cela a changé plus tard [...], à présent ils manquent d'eau dans la ville voisine, mais ici nous en avons. Nous avons le souci de préserver nos forêts et nos animaux [...] c'est une source dont nous pouvons avoir besoin un jour, ou nos petits-enfants, n'est-ce pas? C'est pourquoi nous préservons».

Qu'est-ce qu'une forêt pour les Tupinambas?

Pour les Tupinambas, la forêt est beaucoup plus qu'un ensemble d'arbres, comme dit la définition que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) défend dans le monde entier. Cette définition répond aux intérêts des entreprises forestières qui voient la forêt comme un grand 'entrepôt de bois' qui ne sert qu'à en tirer des bénéfices. La définition de la FAO répond aussi aux intérêts des entreprises qui encouragent la plantation industrielle de l'eucalyptus, que Babau appelle «la monoculture de la mort».

Interrogé sur la manière dont le peuple tupinamba définit la forêt, Babau répond: «La forêt, pour nous, les Tupinambas, est la maison qui protège la vie. Vous rappelez-vous que nous, les Tupinambas, nous vivions dans ce pays sans construire des maisons en dur? Et qui nous a permis de survivre ici pendant des générations? N'était-ce pas la forêt? C'était elle, notre toit. Et c'est elle aussi qui nous a nourris. Alors, la forêt n'est pas qu'un ensemble d'arbres. La forêt entretient une société active qui dépend d'elle. La maison des oiseaux, c'est le feuillage des arbres. Plusieurs sortes d'animaux, comme les singes, ont besoin des gravatas [plantes épiphytes] pour vivre dedans, ont besoin des creux des arbres pour vivre dedans. La forêt est aussi la nourriture de plusieurs animaux, même le bois, quand il pourrit et tombe et produit des bactéries diverses,

génère des êtres vivants qui alimentent d'autres animaux. Alors, en définissant la forêt comme un ensemble d'arbres l'être humain se montre comme un être arriéré, incapable de comprendre la vie». Et Babau prévient que «quand on abat la forêt on abat la vie, personne ne survit, parce que les tremblements de terre, les raz-de-marée, les ouragans se multiplient. [...] Qu'ils fassent leurs gestions forestières, qu'ils se mêlent de ce qui n'est pas leur affaire, et ils verront bien, [...] parce que la nature se venge et l'homme n'a pas encore les moyens de survivre à la fureur de la nature».

Winnie Overbeek (email: winnie@wrm.org.uy)
Secrétariat International du WRM

Pour soutenir la lutte pour la démarcation du territoire
du peuple indigène tupinamba à Bahia, visitez
<http://campanhatupinamba.wordpress.com/>
et signez la pétition.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE



Inde: les combats contre la sidérurgie de POSCO en Odisha vont continuer jusqu'à ce que l'entreprise batte en retraite

Le 20 septembre 2014, les habitants du Dinkia ont décidé à l'unanimité, dans leur conseil municipal, de ne pas affecter leurs terres boisées à des usages non forestiers. Dans un communiqué de presse de l'organisation Posco Pratirodh Sangram Samiti (PPSS), ils déclarent: «...nous subissons des souffrances indicibles à cause de l'attitude favorable à POSCO de l'administration et de la police... même les défenseurs et les sympathisants de notre lutte ont été pris pour cibles», dans le but de «maintenir ces personnes et ces groupes éloignés de nous pour pouvoir nous infliger davantage d'atrocités et de mesures de répression». Les paysans de six subdivisions du district de Jagatsinghpur ont manifesté devant le bureau du percepteur contre le fait que l'eau du fleuve Hansua ait été détournée des champs pour alimenter POSCO. En outre, les paysans ont réoccupé les terres que le gouvernement d'Odisha leur avait prises par la force en 2011 pour les donner à la société sud-coréenne POSCO. Il y a quelque temps, POSCO a intenté des procès contre 32 personnes. Malgré la violence et la répression croissantes, lors d'une assemblée publique récente, des milliers de membres des communautés tribales ont juré, en prenant de l'eau dans leurs mains, de protéger jusqu'au dernier souffle contre toute invasion des entreprises la région de Khandadhar et les dons de la nature qu'elle contient. Le communiqué de presse appelle la société civile à soutenir leur long combat.

Voir ici le communiqué complet (en anglais): <http://odishasuntimes.com/89640/fight-says-odisha-anti-posco-outfit/>

Malaisie: la Banque asiatique de développement reçoit la recommandation



d'enterrer le projet de financement d'un réseau électrique au Sarawak. Des organisations écologistes et des droits de l'homme de Malaisie et d'ailleurs demandent à la Banque asiatique de développement (BASD) d'arrêter le projet de prêter 45 millions USD pour la construction du réseau électrique de Bornéo («Trans-Borneo Power Grid») au Sarawak, Malaisie. Quarante organisations ont critiqué l'investissement de la BASD dans la société Sarawak Energy Bhd, celle-ci ayant été accusée de corruption et de méthodes de gestion irresponsables, et soumise à des enquêtes par le Conseil national des Barreaux et la Commission malaise des droits de l'homme pour complicité dans des violations des droits constitutionnels des peuples indigènes.

Voir ici le texte intégral de la lettre (en anglais):

<http://www.internationalrivers.org/resources/8416>



Anglo-American au Brésil: un nouveau cas d'audience publique utilisée pour légitimer des projets industriels destructeurs

Dans de nombreux pays, l'instrument des 'audiences publiques' est de plus en plus utilisé pour légitimer des projets industriels aux effets négatifs. À l'issue d'une audience publique de ce genre, le gouvernement de l'État brésilien de Minas Gerais a délivré au géant minier Anglo-American un permis pour mettre en œuvre son projet Minas-Rio d'extraction de minerai de fer. Cela a rempli d'indignation les populations locales qui ont déjà subi les graves impacts des activités minières et qui s'y opposent. L'énorme projet comporte, en plus de l'extraction de minerai de fer, un pipeline jusqu'à un port de l'État de Rio de Janeiro. Une résidente a dénoncé la 'cérémonie officielle' de l'audience comme «un simulacre de démocratie» qui a «octroyé ce permis de fonctionnement à une société minière criminelle», et elle a accusé l'entreprise de «promouvoir et planifier délibérément la souffrance de la société et... le délit de racisme environnemental».

Lire l'article «J'ai vu l'horreur et je vous accuse» (en portugais):

<http://racismoambiental.net.br/2014/10/eu-vi-o-horror-e-vos-acuso-por-andrea-zhouri-denuncia-forte-e-corajosa-que-precisa-ser-espalhada/>



Équateur: déclaration de la rencontre de femmes face à l'extractivisme et au changement climatique

Le groupe "Regards critiques du territoire du point de vue féministe" a participé à la rencontre qui a eu lieu à Quito, avec des dynamiques, des exercices de cartographie corporelle et des expériences échangées entre des femmes des communautés et des femmes et des hommes féministes urbains. La déclaration dénonce que ce sont les femmes qui, «en plus de défendre la vie, l'eau, le territoire, [s'occupent] de la santé de la famille, de la souveraineté alimentaire, des droits et de la défense de la Terre-mère en faisant face au système capitaliste qui se manifeste dans l'extractivisme déprédateur et qui est inéquitable, injuste, qui ignore les femmes, et fait passer la

multiplication du capital avant la reproduction de la vie».

Voir ici le texte complet de la déclaration (en espagnol):

<http://territorioyfeminismos.org/2014/10/15/encuentro-de-mujeres-frente-al-extractivismo-y-al-cambio-climatico/>



Inde: appel au gouvernement de l'Inde et aux organes de l'ONU, au sujet du développement, des droits et de la biodiversité des communautés forestières, pour protéger les droits des peuples indigènes

Le gouvernement de l'Inde a mis en route, au nom du 'développement', plusieurs processus qui éliminent ou affaiblissent la protection juridique des droits des communautés forestières et celle de leur environnement riche en biodiversité. Parmi les instruments en question figure la Loi sur les droits forestiers où, après de durs combats, ont été reconnus les droits des peuples forestiers. Cette loi a été d'un secours fondamental pour les communautés qui exigent de pouvoir contrôler la terre dont elles dépendent. Sa mise en application a été lente et elle est entravée sans cesse par le Service forestier et par d'autres organismes du gouvernement indien. L'appel international vise à éviter que les droits et l'environnement des communautés forestières soient détruits par l'expansion industrielle.

Lire ici le texte complet de l'appel (en anglais): http://adivasi-info.net/Appeal_to_India_&_UN_on_Forest_Communities.pdf

RECOMMANDATIONS



Un petit pas de l'exploitation forestière industrielle vers «le crime parfait», explique Patrick Alley, de l'ONG Global Witness

«L'exploitation forestière industrielle: une des affaires les plus destructrices et corrompues de la planète. Elle implique de démolir les foyers de millions de personnes qui comptent parmi les plus pauvres du monde, de démanteler les systèmes de vie de la planète, de dépouiller les pays complètement, de canaliser l'argent vers l'étranger et de nous convaincre que tout cela est absolument normal et durable. L'affaire d'abattre les dernières forêts tropicales... Le grand mythe est que l'exploitation forestière industrielle apporte aux pays pauvres le développement durable, des emplois et de l'argent. Le problème est qu'elle n'est pas durable et qu'elle apporte peu ou pas de développement, mais on lui a donné pour nom un vilain euphémisme: aménagement forestier durable... Pour pouvoir vendre ce mythe, l'industrie forestière a besoin de gens qui y croient.»

Voir la vidéo (en anglais) sur: www.globalwitness.org/blog/how-the-logging-industry-tricked-us-into-financing-our-own-destruction/.



Deux années de recherche sur les relations commerciales de l'ONG WWF dans le monde entier dévoilent le véritable visage du panda

Le silence des pandas est devenu un bestseller allemand en 2012. Grâce à une série d'ordonnances et de procès, le WWF a réussi à retarder la publication en anglais du rapport d'investigation. Une édition révisée en anglais vient d'être publiée avec un nouveau titre, Pandaleaks. Le journaliste et cinéaste Wilfried Huismann y révèle comment la marque WWF de la célèbre organisation pour la conservation de la nature dissimule les crimes écologiques commis par les grandes entreprises. Parmi les exemples figurent des transnationales impliquées dans la destruction des forêts tropicales et des habitats naturels qui restent dans le monde; or, le WWF accepte leur argent. Ce système commercial de la célèbre organisation 'écolo' porte atteinte à la nature au lieu de la protéger.

Vous trouverez des liens à des articles et des vidéos sur:

<http://www.pandaleaks.org/book/>.

Lire aussi l'article (en espagnol): <http://www.lagranepoca.com/33319-pandaleaks-libro-lado-oscuro-wwf>.



Pérou: «La machine à laver: la fraude et la corruption dans le système des concessions détruisent l'avenir des forêts du Pérou»

Un rapport de l'Environmental Investigation Agency dénonce que les mécanismes 'formels' ou 'légaux' pour l'extraction de bois serviraient, au Pérou, à 'blanchir' du bois d'origine litigieuse ou illégale. Des espèces comme l'acajou, par exemple, sont protégées par la législation péruvienne, qui établit qu'elles peuvent être exploitées uniquement dans les concessions octroyées à certaines entreprises. Pourtant, d'après l'EIA, de nombreuses personnes abattent des acajous et des cèdres dans des zones non autorisées et vendent ensuite illégalement le bois à des entreprises formelles qui, à leur tour, le font passer pour du bois d'acajou ou de cèdre provenant de leur concession. Ce bois sera finalement exporté.

Voir le rapport en espagnol:

http://laundryingmachine.files.wordpress.com/2012/04/spanish_report_eia_final2.pdf

et en anglais: <http://eia-international.org/wp-content/uploads/The-Laundering-Machine.pdf>

Cameroun: La malédiction de l'huile de palme: Pollution, expropriations et accaparement des terres

Les populations voisines des plantations de la Société des Palmeraies du Cameroun (SOCAPALM) mènent une bataille tous azimuts pour faire respecter leurs droits violés impunément. Pourtant, le géant agro-industriel de production d'huile de palme, contrôlé par le Groupe Bolloré, possède de vastes plantations dans le littoral, le centre et le sud du pays. En outre, Bolloré est également propriétaire de SOCFIN, la



société responsable de la destruction de villages et de violations des droits de l'homme au Nigéria. Avec plus de deux mille habitants, la localité de Mbonjo vit de l'agriculture de subsistance et de la petite pêche. Il arrive toutefois que le surplus des récoltes soit vendu dans les marchés environnants. Depuis quelques années, cette population travailleuse ne parvient plus à se concentrer sur ses activités champêtres. Elle vit chaque jour comme le dernier. «Nous n'avons pas assez d'espace pour l'agriculture, étant donné que nous sommes victimes d'une expropriation sauvage de nos terres. La SOCAPALM dit que nous n'avons plus rien. Nous en sommes à quémander les espaces», explique Sa Majesté Martin Mbongo.

Lire l'article complet ici:

<http://cameroonwebnews.com/2014/08/27/cameroun-mbonjo-la-malediction-de-lhuile-de-palme-enquete/#sthash.oIE54fCY.dpuf>

Lire aussi l'interview réalisée par le WRM à Sunny Ajele, un habitant du Nigeria qui décrit la dévastation et la criminalisation que l'entreprise a apportées à leurs vies:

<http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/nigeria-lokomu-oil-palm-destruction-de-communautés-pour-lexpansion-du-palmier-a-huile/>



Indonésie: Wilmar traite toujours avec des fournisseurs qui détruisent l'habitat des orangs-outangs, des tourbières profondes boisées et des forêts qui stockent de grands volumes de carbone

Malgré les belles campagnes publicitaires du groupe agro-industriel géant Wilmar, où il se vante de sa politique de 'zéro déboisement', l'entreprise continue d'acheter de l'huile de palme à des fournisseurs qui défrichent de vastes tourbières et forêts. Cette politique de 'zéro déboisement' n'a pas l'air de toucher les affaires de Wilmar à l'extérieur de son service des relations publiques.

Voir ici le rapport de Greenomics Indonésie (en anglais):

[http://www.greenomics.org/docs/Wilmar%27s-suppliers_deforestation_\(LowRes\).pdf](http://www.greenomics.org/docs/Wilmar%27s-suppliers_deforestation_(LowRes).pdf)



«Une possibilité de changement pour les forêts congolaises», vidéo produite par l'ONG FERN

La vidéo montre le combat des communautés qui dépendent des forêts de la République du Congo, et celui de leurs défenseurs, pour réduire les effets négatifs du déboisement et garantir leur droit de gérer et de contrôler leurs propres forêts.

<http://www.fern.org/hopeforcongo>

